

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

col **Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato**

(BATTAGLIA)

col **Ministro della Sanità**

(DONAT-CATTIN)

col **Ministro dell'Ambiente**

(RUFFOLO)

e col **Ministro per il Coordinamento della Protezione Civile**

(LATTANZIO)

(V. Stampato Camera n. 2955)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 1° febbraio 1989

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il
2 febbraio 1989*

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla notifica tempestiva di un incidente nucleare, adottata dalla Conferenza generale dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, a Vienna il 26 settembre 1986

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla notifica tempestiva di un incidente nucleare adottata a Vienna il 26 settembre 1986 dalla Conferenza generale dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica riunita in sessione straordinaria.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 12 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

CONVENTION SUR LA NOTIFICATION RAPIDE D'UN ACCIDENT NUCLEAIRE

(Adoptée le 26 septembre 1986, à la 8ème séance plénière)

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

SACHANT que des activités nucléaires sont menées dans un certain nombre d'Etats,

NOTANT que des mesures d'ensemble ont été et sont prises pour assurer un haut niveau de sûreté dans les activités nucléaires, en vue de prévenir les accidents nucléaires et de limiter le plus possible les conséquences de tout accident de cette nature qui pourrait se produire,

DESIREUX de renforcer encore la coopération internationale dans le développement et l'utilisation sûrs de l'énergie nucléaire,

CONVAINCUS de la nécessité pour les Etats de fournir les informations pertinentes sur les accidents nucléaires aussitôt que possible de façon que les conséquences radiologiques transfrontières puissent être limitées le plus possible.

NOTANT l'utilité des arrangements bilatéraux et multilatéraux sur l'échange d'informations dans ce domaine,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

NOTE : En vertu du paragraphe 3 de l'article 12, la Convention est entrée en vigueur le 27 octobre 1986.

Article premierChamp d'application

1. La présente Convention s'applique à tout accident qui implique des installations ou des activités, énumérées au paragraphe 2 ci-dessous, d'un Etat Partie ou de personnes physiques ou morales sous sa juridiction ou son contrôle, et qui entraîne ou entraînera probablement un rejet de matières radioactives, et qui a eu ou peut avoir pour conséquence un rejet transfrontière international susceptible d'avoir de l'importance du point de vue de la sûreté radiologique pour un autre Etat.
2. Les installations et les activités visées au paragraphe 1 sont les suivantes :
 - a) Tout réacteur nucléaire où qu'il soit situé;
 - b) Toute installation du cycle du combustible nucléaire;
 - c) Toute installation de gestion des déchets radioactifs;
 - d) Le transport et le stockage de combustibles nucléaires ou de déchets radioactifs;
 - e) La fabrication, l'utilisation, le stockage provisoire, le stockage définitif et le transport de radioisotopes à des fins agricoles, industrielles et médicales, à des fins scientifiques connexes et pour la recherche;
 - f) L'utilisation de radioisotopes pour la production d'électricité dans des objets spatiaux.

Article 2Notification et information

En cas d'accident spécifié à l'article premier (ci-après dénommé "accident nucléaire"), l'Etat Partie visé dans cet article :

- a) Notifie sans délai, directement ou par l'entremise de l'Agence internationale de l'énergie atomique (ci-après dénommée l'"Agence"), aux Etats qui sont ou peuvent être physiquement touchés comme

indiqué dans l'article premier, ainsi qu'à l'Agence, l'accident nucléaire, sa nature, le moment où il s'est produit et sa localisation exacte quand cela est approprié;

- b) Fournit rapidement aux Etats visés à l'alinéa a), directement ou par l'entremise de l'Agence, ainsi qu'à l'Agence, les informations disponibles pertinentes pour limiter le plus possible les conséquences radiologiques dans ces Etats, conformément aux dispositions de l'article 5.

Article 3

Autres accidents nucléaires

En vue de limiter le plus possible les conséquences radiologiques, les Etats Parties peuvent faire une notification dans les cas d'accidents nucléaires autres que ceux qui sont énumérés à l'article premier.

Article 4

Fonctions de l'Agence

L'Agence :

- a) Informe immédiatement les Etats Parties, les Etats Membres, les autres Etats qui sont ou peuvent être physiquement touchés comme indiqué dans l'article premier et les organisations internationales intergouvernementales (ci-après dénommées "organisations internationales") pertinentes d'une notification reçue conformément à l'alinéa a) de l'article 2;
- b) Fournit rapidement à tout Etat Partie, à tout Etat Membre ou à toute organisation internationale pertinente qui en fait la demande les informations qu'elle a reçues conformément à l'alinéa b) de l'article 2.

Article 5Informations à fournir

1. Les informations à fournir en vertu de l'alinéa b) de l'article 2 comprennent les données suivantes, dans la mesure où l'Etat Partie notificateur les possède :
 - a) Le moment, la localisation exacte quand cela est approprié, et la nature de l'accident nucléaire;
 - b) L'installation ou l'activité en cause;
 - c) La cause supposée ou connue et l'évolution prévisible de l'accident nucléaire en ce qui concerne le rejet transfrontière de matières radioactives;
 - d) Les caractéristiques générales du rejet de matières radioactives, y compris, dans la mesure où cela est possible et approprié, la nature, la forme physique et chimique probable et la quantité, la composition et la hauteur effective du rejet de matières radioactives;
 - e) Les informations sur les conditions météorologiques et hydrologiques du moment et prévues, qui sont nécessaires pour prévoir le rejet transfrontière des matières radioactives;
 - f) Les résultats de la surveillance de l'environnement en ce qui concerne le rejet transfrontière des matières radioactives;
 - g) Les mesures de protection prises ou projetées hors du site;
 - h) le comportement prévu dans le temps du rejet de matières radioactives.
2. Ces informations sont complétées à intervalles appropriés par d'autres informations pertinentes concernant l'évolution de la situation d'urgence, y compris sa fin prévisible ou effective.
3. Les informations reçues conformément à l'alinéa b) de l'article 2 peuvent être utilisées sans restriction, sauf si ces informations sont fournies à titre confidentiel par l'Etat Partie notificateur.

Article 6Consultations

Un Etat Partie qui fournit des informations en vertu de l'alinéa b) de l'article 2 répond rapidement, dans la mesure où cela est raisonnablement possible, à une demande d'information supplémentaire ou de consultations qu'un Etat Partie touché lui adresse en vue de limiter le plus possible les conséquences radiologiques dans cet Etat.

Article 7Autorités compétentes et points de contact

1. Chaque Etat Partie indique à l'Agence et aux autres Etats Parties, directement ou par l'entremise de l'Agence, ses autorités compétentes et le point de contact habilité à fournir et à recevoir la notification et les informations visées à l'article 2. Ces points de contact et une cellule centrale à l'Agence sont accessibles en permanence.
2. Chaque Etat Partie communique rapidement à l'Agence toutes modifications qui seraient apportées aux informations visées au paragraphe 1.
3. L'Agence tient à jour une liste de ces autorités nationales et points de contact ainsi que des points de contact des organisations internationales pertinentes, et la fournit aux Etats Parties et aux Etats Membres ainsi qu'aux organisations internationales pertinentes.

Article 8Assistance aux Etats Parties

L'Agence, conformément à son Statut et sur la demande d'un Etat Partie ne menant pas lui-même d'activités nucléaires et ayant une frontière commune avec un Etat qui a un programme nucléaire actif mais qui n'est pas Partie, procède à des études sur la faisabilité et la mise en place d'un système approprié de surveillance de la radioactivité afin de faciliter la réalisation des objectifs de la présente Convention.

Article 9Arrangements bilatéraux et multilatéraux

Pour servir leurs intérêts mutuels, les Etats Parties peuvent envisager, lorsque cela est jugé utile, la conclusion d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions couvertes par la présente Convention.

Article 10Rapports avec d'autres accords internationaux

La présente Convention n'affecte pas les droits et obligations réciproques des Etats Parties en vertu d'accords internationaux existants relatifs aux questions couvertes par la présente Convention, ou en vertu d'accords internationaux futurs conclus conformément à l'objet et au but de la présente Convention.

Article 11Règlement des différends

1. En cas de différend entre des Etats Parties ou entre un Etat Partie et l'Agence concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les parties au différend se consultent en vue de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends qui est acceptable auxdites parties.

2. Si un différend de cette nature entre des Etats Parties ne peut être réglé dans un délai d'un an suivant la demande de consultation prévue au paragraphe 1, il est, à la demande de toute partie à ce différend, soumis à arbitrage ou renvoyé à la Cour internationale de Justice pour décision. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties au différend ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, une partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un ou plusieurs arbitres. En cas de conflit entre les demandes des parties au différend, la demande adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prévaut.

3. Lorsqu'il signe la présente Convention, la ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère, un Etat peut déclarer qu'il ne se considère pas comme lié par l'une ou l'autre ou les deux procédures de règlement des différends prévues au paragraphe 2. Les autres Etats Parties ne sont pas liés par une procédure de règlement des différends prévue au paragraphe 2 à l'égard d'un Etat Partie pour lequel une telle déclaration est en vigueur.

4. Un Etat Partie qui a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 3 peut la retirer à tout moment par une notification adressée au depositaire.

Article 12

Entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, au Siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, à partir du 26 septembre 1986 et du 6 octobre 1986, respectivement, et jusqu'à son entrée en vigueur ou pendant une période de douze mois, si celle-ci est plus longue.

2. Un Etat et la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, peuvent exprimer leur consentement à être liés par la présente Convention, par signature ou par dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après signature subordonnée à ratification, acceptation ou approbation, ou par dépôt d'un instrument d'adhésion. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du depositaire.

3. La présente Convention entre en vigueur trente jours après que trois Etats ont exprimé leur consentement à être liés.

4. Pour chaque Etat exprimant son consentement à être lié par la présente Convention après son entrée en vigueur, la présente Convention entre en vigueur pour cet Etat trente jours après la date à laquelle le consentement a été exprimé.

5. a) La présente Convention est ouverte, conformément aux dispositions du présent article, à l'adhésion des organisations internationales et des organisations d'intégration régionale constituées par des Etats souverains, qui sont habilitées à négocier, conclure et appliquer des accords internationaux relatifs aux questions couvertes par la présente Convention.
- b) Pour les questions qui relèvent de leur compétence, ces organisations, agissant pour leur propre compte, exercent les droits et remplissent les obligations que la présente Convention attribue aux Etats Parties.
- c) Lorsqu'elle dépose son instrument d'adhésion, une telle organisation communique au dépositaire une déclaration indiquant l'étendue de sa compétence pour ce qui est des questions couvertes par la présente Convention.
- d) Une telle organisation ne dispose d'aucune voix s'ajoutant à celles de ses Etats Membres.

Article 13

Application provisoire

Un Etat peut, lors de la signature ou à une date ultérieure précédant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour lui, déclarer qu'il appliquera la présente Convention à titre provisoire.

Article 14

Amendements

1. Un Etat Partie peut proposer des amendements à la présente Convention. L'amendement proposé est soumis au dépositaire, qui le communique immédiatement à tous les autres Etats Parties.
2. Si la majorité des Etats Parties demande au dépositaire de réunir une conférence pour étudier les amendements proposés, le dépositaire invite tous les Etats Parties à assister à cette conférence, qui s'ouvrira trente jours au

moins après l'envoi des invitations. Tout amendement adopté à la conférence par une majorité des deux tiers de tous les Etats Parties est consigné dans un protocole, qui est ouvert à Vienne et à New York à la signature de tous les Etats Parties.

3. Le protocole entre en vigueur trente jours après que trois Etats ont exprimé leur consentement à être liés. Pour chaque Etat exprimant son consentement à être lié par le protocole après son entrée en vigueur, le protocole entre en vigueur pour cet Etat trente jours après la date à laquelle le consentement a été exprimé.

Article 15

Dénonciation

1. Un Etat Partie peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au dépositaire.
2. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le dépositaire reçoit la notification.

Article 16

Dépositaire

1. Le Directeur général de l'Agence est le dépositaire de la présente Convention.
2. Le Directeur général de l'Agence notifie rapidement aux Etats Parties et à tous les autres Etats :
 - a) Chaque signature de la présente Convention ou de tout protocole d'amendement;
 - b) Chaque dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif à la présente Convention ou à tout protocole d'amendement;
 - c) Toute déclaration ou tout retrait de déclaration faits conformément à l'article 11;

- d) Toute déclaration d'application provisoire de la présente Convention faite conformément à l'article 13;
- e) L'entrée en vigueur de la présente Convention et de tout amendement qui lui est apporté;
- f) Toute dénonciation faite conformément à l'article 15.

Article 17

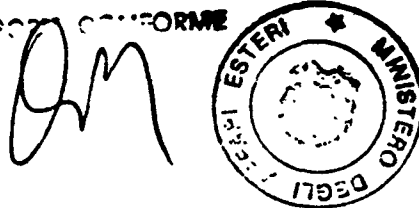
Textes authentiques et copies certifiées

L'original de la présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui en fera parvenir des copies certifiées aux Etats Parties et à tous les autres Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 12.

ADOPTÉE par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique réunie en session extraordinaire à Vienne le vingt-six septembre mil neuf cent quatre-vingt-six.

PER COPIA CONFORME



TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SULLA TEMPESTIVA NOTIFICA
DI UN INCIDENTE NUCLEARE

(adottata il 26 settembre 1986,

nel corso dell'8a Sessione Plenaria)

GLI STATI PARTE ALLA PRESENTE CONVENZIONE,

ESSENDO a conoscenza che in un certo numero di Stati, vengono svolte attività nucleari;

CONSTATANDO che sono state e vengono adottate misure di insieme per assicurare un alto livello di sicurezza nelle attività nucleari e limitare il più possibile, le conseguenze dovute ad incidenti di questo tipo che potrebbero verificarsi;

DESIDEROSI di rafforzare maggiormente la cooperazione internazionale per uno sviluppo ed un uso sicuro dell'energia nucleare;

NOTA: In virtù del paragrafo 3 dell'articolo 12, la Convenzione è entrata in vigore il 27 ottobre 1986.

CONVINTI della necessità per gli Stati di fornire al più presto informazioni pertinenti sugli incidenti nucleari, in modo che le conseguenze radiologiche attraverso le frontiere possano essere limitate il più possibile;

NOTANDO l'utilità di intese bilaterali e multilaterali per quanto riguarda lo scambio di informazioni in questo settore;

HANNO CONVENUTO quanto segue:

Articolo 1

Campo di applicazione

1. La presente Convenzione si applica a qualunque incidente che coinvolga le installazioni o le attività elencate al par. 2 qui di seguito, di uno Stato Parte o di persone fisiche o morali sotto la sua giurisdizione od il suo controllo che comporti o potrebbe comportare ricadute di sostanze radioattive, e che abbia avuto o possa avere come conseguenza delle ricadute attraverso le frontiere internazionali, di un'eventuale rilevanza dal punto di vista della sicurezza radiologica, per un altro Stato.

2. Le installazioni e le attività di cui al par. 1 sono le seguenti:

- a) ogni reattore nucleare, ovunque sia situato;
- b) ogni impianto del ciclo del combustibile nucleare;
- c) ogni impianto di gestione delle scorie radioattive;
- d) il trasporto o lo stoccaggio di combustibili nucleari o di scorie radioattive ;
- e) la fabbricazione, l'utilizzazione, lo stoccaggio provvisorio, lo stoccaggio definitivo ed il trasporto di radio-isotopi a fini agricoli, industriali e medici, a fini scientifici connessi e per la ricerca;
- f) l'utilizzazione di radio-isotopi per la produzione di elettricità nei congegni spaziali.

ARTICOLO 2

Notifica ed Informazione

In caso di incidente specificato all'art. 1 (qui di seguito denominato "incidente nucleare"), lo Stato Parte di cui al presente articolo:

- a) Notificherà immediatamente, direttamente o mediante l'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica (qui di seguito denominata "Agenzia") agli Stati che sono o potrebbero essere fisicamente colpiti, come indicato all'articolo 1, nonchè all'Agenzia, l'incidente nucleare, la

sua natura, il momento in cui si é verificato e la sua localizzazione esatta, se del caso;

b) Fornirà tempestivamente agli Stati di cui al comma a), direttamente o per il tramite dell'Agenzia, nonché all'Agenzia, le informazioni pertinenti disponibili, al fine di limitare il più possibile le conseguenze radiologiche in detti Stati, conformemente alle disposizioni dell'art. 5.

ARTICOLO 3

Altri incidenti nucleari

Al fine di limitare al massimo le conseguenze radiologiche, nei casi di incidenti nucleari diversi da quelli elencati all'art. 1, gli Stati Parte potranno effettuare una notifica.

ARTICOLO 4

Compiti dell'Agenzia

L'Agenzia:

a) Informerà immediatamente gli Stati Parte, gli Stati Membri, gli Stati che sono o potrebbero essere fisicamente colpiti come indicato all'art. 1, nonché gli organismi internazionali intergovernativi (qui di seguito denominati "organismi internazionali") interessati, di ogni notifica ricevuta ai sensi del comma a) dell'art. 2;

b) Fornirà tempestivamente ad ogni Stato Parte, ad ogni Stato Membro, o ad ogni organizzazione internazionale interessato che ne abbia fatto domanda, le informazioni ricevute ai sensi del par. b) dell'articolo 2.

ARTICOLO 5

Informazioni da fornire

1. Le informazioni da fornire ai sensi del comma b) dell'articolo 2 includono i dati seguenti, purchè lo Stato Parte che ha effettuato la modifica ne sia in possesso:

a) Il momento, la localizzazione esatta se del caso, e la natura dell'incidente nucleare;

b) L'impianto o l'attività in questione;

c) La causa presupposta o nota, nonché la prevedibile evoluzione dell'incidente nucleare per quanto riguarda la ricaduta attraverso le frontiere di sostanze radioattive;

d) Le caratteristiche generali della ricaduta di materie radioattive ivi compreso, qualora ciò sia possibile ed adeguato, la natura, la probabile forma fisica e chimica, nonché la quantità, la composizione e l'altezza effettiva delle ricadute di sostanze radioattive;

e) Le informazioni sulle condizioni metereologiche e idrologiche del momento e su quelle previste, necessarie per prevedere la ricaduta attraverso le frontiere delle sostanze radioattive;

f) I risultati del controllo dell'ambiente per quanto riguarda la ricaduta attraverso le frontiere delle sostanze radioattive;

g) Le misure di protezione adottate o previste al di fuori del sito;

h) Il comportamento previsto a lunga scadenza, della ricaduta di sostanze radioattive.

2. Dette informazioni saranno completate, ad adeguati intervalli, da altre informazioni pertinenti relative allo

sviluppo della situazione di emergenza, ivi compresa la sua cessazione prevedibile o effettiva.

3) Le informazioni ricevute in conformità al comma b) dell'articolo 2 possono essere utilizzate senza restrizioni, a meno che dette informazioni non siano fornite a titolo riservato dello Stato che ha effettuato la notifica.

ARTICOLO 6

Consultazioni

Uno Stato Parte che fornisca informazioni in virtù del par. b) dell'articolo 2 risponderà sollecitamente, nella misura in cui sia ragionevolmente possibile, ad una domanda di informazioni supplementare o di consultazioni, rivoltagli da uno Stato Parte coinvolto, al fine di limitare il più possibile le conseguenze radiologiche in detto Stato.

ARTICOLO 7

Autorità competenti e punti di contatto

1. Ogni Parte indicherà all'Agenzia ed alle altre Parti Contraenti, direttamente o per il tramite dell'Agenzia, le proprie autorità competenti ed il punto di contatto

abilitato a fornire ed a ricevere la notifica e le informazioni di cui all'art. 2. Detti punti di contatto, nonché una cellula centrale all'Agenzia saranno accessibili in permanenza.

2. Ogni Stato Parte comunicherà tempestivamente all'Agenzia ogni eventuale modifica alle informazioni di cui al par. 1.

3. L'Agenzia tiene aggiornato un elenco di dette Autorità Nazionali e punti di contatto, nonché dei punti di contatto delle organizzazioni internazionali interessate e lo fornirà agli Stati Parte e agli Stati Membri, nonché alle organizzazioni internazionali interessate.

ARTICOLO 8

Assistenza agli Stati Parte

L'Agenzia, in conformità al suo Statuto, e su domanda di uno Stato Parte che non svolga esso stesso attività nucleari ed abbia una frontiera comune con uno Stato che svolga un programma nucleare attivo ma non sia Stato Parte, effettuerà studi sulla fattibilità e installazione di un

adeguato sistema di sorveglianza della radioattività, per facilitare la realizzazione degli obiettivi della presente Convenzione.

ARTICOLO 9

Intese bilaterali e multilaterali

Ai fini dei loro reciproci interessi, gli Stati Parte potranno prendere in considerazione, qualora ciò sia ritenuto utile, la stipulazione di intese bilaterali o multilaterali relative alle questioni incluse nella presente Convenzione.

ARTICOLO 10

Relazioni con altri Accordi Internazionali

La presente Convenzione non pregiudica i diritti e gli obblighi reciproci degli Stati Parte in virtù di accordi internazionali esistenti, relativi alle questioni incluse nella presente Convenzione, o in virtù di eventuali accordi internazionali stipulati in conformità alle finalità e agli scopi della presente Convenzione.

ARTICOLO 11Composizione delle controversie

1. In caso di controversia tra gli Stati Parte o tra uno Stato Parte e l'Agenzia, riguardo all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione le parti alla controversia si consulteranno in vista della sua composizione per le vie negoziali o mediante ogni altro mezzo pacifico di composizione delle controversie che sia accettabile per dette Parti.

2. Nel caso in cui una controversia di questo tipo tra gli Stati Parte, non possa essere composta entro un anno dalla domanda di consultazione prevista al par. 1, essa sarà sottoposta, su richiesta di qualunque Parte alla controversia, ad arbitrato o rinviata per decisione alla Corte Internazionale di Giustizia. Qualora, nei sei mesi successivi alla data della richiesta di arbitrato, le Parti alla controversia non raggiungano un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una parte potrà domandare al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia o al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di designare uno o più arbitri. In caso di conflitto tra le richieste delle Parti alla controversia prevale la richiesta inviata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione alla presente Convenzione, uno Stato potrà dichiarare che non si considera vincolato da una o l'altra o da entrambe le procedure di composizione delle controversie previste al par. 2. Gli altri Stati Parte non sono vincolati da una procedura di composizione delle controversie quale prevista al par. 2 nei confronti di uno Stato Parte per il quale questa dichiarazione sia in vigore.

4. Uno Stato Parte che abbia reso una dichiarazione, in conformità alle disposizioni del par. 3, potrà ritirarla in ogni momento, mediante notifica inviata al depositario.

ARTICOLO 12

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati e della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, presso la sede dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica a Vienna, e presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, rispettivamente a partire dal 26 settembre 1986 e dal 6 ottobre 1986 e fino alla sua entrata in vigore o per un periodo di 12 mesi, in caso di prolungamento.

2. Uno Stato e la Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati dalla presente Convenzione, mediante firma o deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione successiva alla firma, subordinata a ratifica, accettazione o approvazione, o mediante deposito di uno strumento di adesione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione o di adesione saranno depositati presso il depositario.

3. La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo che tre Stati abbiano espresso il loro consenso ad essere vincolati.

4. Per ogni Stato che dia il suo consenso ad essere vincolato dalla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore, la presente Convenzione entrerà in vigore nei confronti di detto Stato, trenta giorni dopo la data alla quale detto consenso sia stato manifestato.

5. a) La presente Convenzione sarà aperta in conformità alle disposizioni del presente articolo, all'adesione delle organizzazioni internazionali e degli organismi di integrazione regionale, costituiti da Stati sovrani, che siano abilitati a negoziare, concludere ed applicare Accordi internazionali concernenti le questioni incluse nella presente Convenzione.

b) Per le questioni di loro competenza dette Organizzazioni, agendo per proprio conto, eserciteranno i diritti ed adempiranno agli obblighi che la presente Convenzione attribuisce agli Stati Parte.

c) Nel deporre il proprio strumento di adesione, detta organizzazione comunicherà al depositario una dichiarazione dalla quale risulti la portata della sua competenza per quanto riguarda le questioni incluse nella presente Convenzione.

d) Detta Organizzazione non disporrà di alcun voto in aggiunta a quelli dei suoi Stati Membri.

ARTICOLO 13

Applicazione provvisoria

Uno Stato potrà, al momento della firma o ad una data successiva anteriore all'entrata in vigore della presente Convenzione nei suoi confronti, dichiarare che applicherà la presente Convenzione a titolo provvisorio.

ARTICOLO 14**Emendamenti**

1. Uno Stato Parte potrà proporre emendamenti alla presente Convenzione. L'emendamento proposto verrà rimesso al depositario, il quale lo comunicherà immediatamente a tutti gli altri Stati Parte.
2. Qualora la maggioranza degli Stati Parte richieda al depositario di convocare una Conferenza per esaminare gli emendamenti proposti, il depositario inviterà tutti gli Stati Parte ad assistere a detta Conferenza, che avrà inizio almeno trenta giorni dopo l'invio delle convocazioni. Ciascun emendamento approvato durante la Conferenza da una maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Parte sarà messo per iscritto in un Protocollo, aperto alla firma di tutti gli Stati Parte a Vienna e a New York.
3. Il Protocollo entrerà in vigore trenta giorni dopo che tre Stati abbiano espresso il loro consenso ad essere vincolati. Per ogni Stato che esprimerà il proprio consenso ad essere vincolato dal Protocollo successivamente alla sua entrata in vigore, il Protocollo entrerà in vigore nei confronti di detto Stato, trenta giorni dopo la data alla quale detto consenso sia stato espresso.

ARTICOLO 15**Denuncia**

1. Uno Stato Parte potrà denunciare la presente Convenzione mediante una notifica scritta inviata al depositario.

2. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui il depositario avrà ricevuto la notifica.

ARTICOLO 16**Depositario**

1. Il Direttore Generale dell'Agenzia sarà il depositario della presente Convenzione.

2. Il Direttore Generale dell'Agenzia notificherà tempestivamente agli Stati Parte ed a tutti gli altri Stati:

a) Ogni firma della presente Convenzione o di ogni Protocollo di emendamento;

b) Ogni deposito di strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione relativa alla presente Convenzione o ad ogni Protocollo di emendamento;

c) Ogni dichiarazione o ritiro di dichiarazione effettuata in conformità all'articolo 11;

d) Ogni dichiarazione di applicazione provvisoria della presente Convenzione effettuata in conformità all'articolo 13;

e) L'entrata in vigore della presente Convenzione e di ogni eventuale emendamento;

f) Ogni denuncia, effettuata in conformità dell'articolo 15.

ARTICOLO 17

Testi autentici e copie autenticate

L'originale della presente Convenzione, le cui versioni araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Direttore Generale dell'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica che ne farà pervenire copie autentiche agli Stati Parte ed a tutti gli altri Stati.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione, aperta alla firma in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 12.

ADOTTATA dalla Conferenza Generale dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica, riunita in Sessione Straordinaria a Vienna il 26 settembre 1986.